

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS161/8  
WT/DS169/8  
11 septembre 2000  
(00-3553)

Original: anglais

## CORÉE – MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE VIANDE DE BŒUF FRAÎCHE, RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE

### Notification d'un appel de la République de Corée présentée conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La notification ci-après, datée du 11 septembre 2000, adressée par la République de Corée à l'Organe de règlement des différends (ORD), est distribuée aux Membres. Elle constitue aussi la déclaration d'appel, déposée le même jour auprès de l'Organe d'appel, conformément aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, le gouvernement coréen notifie sa décision de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée* (WT/DS161/R-WT/DS169/R) et de certaines interprétations du droit données par ce groupe spécial. La présente déclaration d'appel concerne les constatations ci-après du Groupe spécial:

1. Le Groupe spécial a commis une erreur dans sa constatation relative à la Section I de la Partie IV de la Liste LX de la Corée annexée à l'Accord sur l'OMC. Le Groupe spécial a constaté que, dans la Section I, les chiffres ne figurant pas entre parenthèses devaient être considérés comme constituant les engagements de la Corée. Ce faisant, il a statué sur une question qui ne relevait pas de son mandat. En outre, il a fondé ses constatations sur une interprétation erronée de la Liste LX de la Corée.
2. Le Groupe spécial a commis une erreur en statuant sur la méthode de calcul du soutien interne accordé par la Corée au secteur de l'élevage bovin. Il n'était pas saisi de cette question car l'Australie et les États-Unis n'avaient pas formulé d'allégation concernant la méthode de calcul, ni mentionné l'annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture parmi les dispositions dont ils alléguaient qu'elles avaient été violées. En outre, le Groupe spécial a fondé ses constatations sur une interprétation erronée de l'article premier de l'Accord sur l'agriculture.
3. Le Groupe spécial a commis une erreur en constatant que le double système de vente au détail était incompatible avec les obligations découlant pour la Corée de l'article III:4 du GATT de 1994, car il a fondé sa constatation sur une interprétation erronée dudit article. Pour le cas où l'Organe d'appel confirmerait néanmoins la constatation du Groupe spécial selon laquelle le double système de vente au détail constitue une violation de l'article III:4 du GATT de 1994, la Corée demande à l'Organe d'appel d'examiner la constatation du Groupe spécial selon laquelle la défense de la Corée concernant cette mesure n'est pas conforme à l'article XX d)

./.

du GATT de 1994. En outre, le Groupe spécial n'a pas établi de constatations factuelles suffisantes en ce qui concerne les articles III:4 et XX d) du GATT de 1994.

4. Le Groupe spécial a commis une erreur en constatant que l'obligation d'arborer l'enseigne "*Magasin spécialisé dans la viande de bœuf importée*" était incompatible avec les obligations découlant pour la Corée de l'article III:4 du GATT de 1994, car il a fondé sa constatation sur une interprétation erronée dudit article. De plus, le Groupe spécial n'a pas établi de constatations factuelles suffisantes concernant l'article III:4 du GATT de 1994. Pour le cas où l'Organe d'appel confirmerait néanmoins la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'obligation d'arborer une enseigne constitue une violation de l'article III:4 du GATT de 1994, la Corée demande à l'Organe d'appel de statuer sur la défense coréenne au titre de l'article XX d) du GATT de 1994 puisque le Groupe spécial n'a pas pris cette défense en considération.

Le gouvernement coréen demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations et conclusions du Groupe spécial et de modifier en conséquence les recommandations du Groupe spécial.

---